



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité Départementale
du Havre**
Équipe Territoriale

27 DEC. 2022

Arrêté du

mettant en demeure la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION CAUX SEINE AGGLO exploitant une déchetterie sur la commune de TERRES-DE-CAUX de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8 ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant monsieur Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°22-056 du 09 septembre 2022 portant délégation de signature à madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2006 autorisant et réglementant les activités exercées par la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION CAUX SEINE AGGLO ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 novembre 2022.

CONSIDÉRANT :

que lors des visites d'inspection en date du 2 juillet 2021 et du 30 septembre 2022, sur le site situé la distillerie 76640 TERRES-DE-CAUX, l'inspection a pu constater l'absence de dispositifs permettant de recueillir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre ;

que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé qui stipule que toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION CAUX SEINE AGGLO de respecter les prescriptions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1er

La COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION CAUX SEINE AGGLO, dont le siège social est situé allée du Catillon 76170 LILLEBONNE est mise en demeure de respecter sous 6 mois les dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial (confinement de l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre).

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration R.421-1 du Code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-6 du Code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie et le maire de la commune de TERRES-DE-CAUX, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION CAUX SEINE AGGLO.

27 DEC. 2022

Fait à ROUEN, le

Le préfet Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint


Aurélien DIOUF